

elle s'engagerait à leurs côtés.

Il ne se privera pas, en revanche, en octobre 1965, de partir en croisade pour libérer le système monétaire mondial de l'hégémonie du dollar américain ou, en septembre 1966, de dénoncer, au stade de Phnom Penh, au Cambodge, la guerre menée par Washington au Vietnam : « Une expédition lointaine sans bénéfice et sans justification »...

#### L'après-guerre froide

L'effondrement du Bloc de l'Est et de l'Union soviétique, au début des années 1990, bouleversera totalement la géopolitique née après la Seconde Guerre mondiale. Avec d'inévitables conséquences sur les relations transatlantiques et l'Otan, leur bras armé. Quelle était, en effet, encore la finalité de cette Organisation dont la raison d'être historique, l'endigement de l'expansionnisme soviétique, n'existait plus ? Une question existentielle qui flottera jusqu'à ce que l'Otan se trouve un nouvel ennemi en la personne de la Russie de Vladimir Poutine.

Sous l'administration George H. W. Bush, entre 1989 et 1993, des divisions se firent jour entre l'Europe et les Etats-Unis - devenues la seule puissance mondiale - autour de la Bosnie. Devant le refus américain d'agir, d'aucuns proclamèrent que « l'heure de l'Europe » avait sonné mais cette prophétie resta lettre morte. Même en ex-Yougoslavie, soit à sa porte, l'Europe ne pouvait se passer des Etats-Unis...

Sous Bill Clinton, c'est l'Irak qui commença à diviser notablement Américains et Européens. Comme le rappelle le politologue Robert Kagan dans *La puissance et la faiblesse* (Plon, 2003), les Européens furent consternés lorsqu'en 1997, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright et d'autres respon-



Les déclarations des membres de l'administration de Donald Trump sont une rupture dans les relations transatlantiques

Friedrich Merz  
Président de la CDU



sables de l'administration démocrate laissèrent entendre que les sanctions imposées à ce pays ne pouvaient être levées tant que Saddam Hussein serait au pouvoir. « Ils estimaient, à l'éuropéenne, qu'il fallait encourager l'Irak à réformer sa conduite non à le menacer, à l'américaine, d'autres mesures économiques et militaires coercitives », précise Kagan.

Les attentats du 11-Septembre 2001 feront éclater l'abcès. Le président George W. Bush et ses conseillers étaient en effet persuadés qu'il existait un lien entre Al-Qaïda et le régime irakien et que, de surcroît, ce dernier détenait des armes de destruction massive. La « vieille Europe » était divisée sur la question. La France de Jacques Chirac et l'Allemagne de Gerhard Schröder prendront la tête d'un mouvement d'opposition à toute intervention militaire en Irak, tandis que le Britannique Tony Blair, l'Espagnol José María Aznar et le Portugais José Manuel Barroso emboîteront le pas à Bush. En acceptant leur aide, ce dernier en revenait au mantra de George Washington : aux alliances permanentes, préférer les coalitions de circonstance (*coalition of the willing*).

Le déclenchement de la guerre d'Irak provoquera une crise sans précédent dans l'histoire des relations transatlantiques. On peut faire l'hypothèse que, sous l'égide d'un Donald Trump, une telle rébellion européenne contre l'hyperpuissance américaine aurait eu de graves conséquences... Forcé est de constater que ce ne fut pas le cas il y a vingt ans. Elles retrouveront progressivement une certaine sérénité lors du double mandat de Barack Obama, même si le président démocrate opérera un désengagement militaire et commercial américain en Europe au profit de l'Asie.

Le premier passage de Donald Trump à la Maison-Blanche, entre 2017 et 2021, accéléra la « dérive des continents ». Dans l'esprit du milliardaire républicain, l'Otan était en effet devenue « obsolète » tandis que la relation privilégiée avec l'Europe et la garantie d'intervention militaire américaine en cas d'agression avaient vécu. A ses yeux, l'UE était même « le principal ennemi » sur le plan commercial...

Bon gré mal gré, l'Europe se décida alors à reconsidérer sa politique étrangère et sa défense commune - singulièrement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022. Le retour fracassant de Trump à la Maison-Blanche l'oblige désormais à mettre les bouchées doubles. Pour preuve, s'il en fallait encore une, du changement de paradigme : ce 24 février 2025, à l'ONU, les Etats-Unis ont voté avec la Russie contre une résolution d'inspiration européenne soutenant l'Ukraine et son intégrité territoriale.

« Les déclarations des membres de l'administration de Donald Trump sont une rupture dans les relations transatlantiques », constatait déjà le futur chancelier allemand Friedrich Merz après la Conférence de Munich sur la sécurité. L'homme est parfaitement conscient de l'enjeu : avec quelque 35.000 soldats américains déployés de manière permanente sur son territoire, l'Allemagne est le pays européen le plus subordonné au Pentagone. Le chancelier conservateur aura la lourde tâche d'émanciper son pays, c'est-à-dire de réarmer de manière convaincante, mais aussi, 80 ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, d'assumer un nouveau leadership allemand sur le continent européen : une mission qu'il a promis de pendre à bras-le-corps, avec Paris et Varsovie.

#### La Maison-Blanche annonce changer les règles d'accès de la presse

La porte-parole de la Maison-Blanche Karoline Leavitt a annoncé lundi un changement des règles d'accès de la presse, rompant avec un système établi depuis des années et géré par les médias eux-mêmes au travers de l'Association des correspondants à la Maison-Blanche. « Nous rendons le pouvoir au peuple », a lancé Karoline Leavitt, en assurant que des « centaines » de journalistes méritaient un tel accès. Elle a toutefois précisé que les « médias traditionnels, qui ont fait partie du pool presse depuis des décennies, seront encore autorisés à y participer ». Jusqu'ici, l'admission dans ce groupe restreint, dont l'AFP fait partie, est décidée par la WHCA, une association créée en 1914. C'est elle qui gère le fonctionnement du groupe de journalistes qui accompagne le président lors de chacune de ses apparitions publiques, à la Maison-Blanche ou lorsqu'il voyage aux Etats-Unis et dans le monde entier. L'administration Trump « met en pièces l'indépendance de la presse » a réagi mardi l'Association des correspondants à la Maison-Blanche. AFP

#### Elon Musk assistera au premier conseil des ministres de Trump



La porte-parole de la Maison-Blanche Karoline Leavitt a indiqué mardi qu'Elon Musk, lancé dans une refonte radicale de la bureaucratie fédérale, assisterait mercredi au premier conseil des ministres du second mandat du président Donald Trump.

Le multimilliardaire, qui n'a pas de portefeuille de ministre mais un statut d'« employé spécial » du gouvernement, dirige une commission à l'efficacité gouvernementale (Doge), dont les annonces spectaculaires et les décisions radicales n'en finissent plus de secouer l'appareil d'Etat américain. AFP

## ONU L'Amérique de Trump sonne le glas du multilatéralisme

MAURIN PICARD  
CORRESPONDANT À NEW YORK

Trois ans après son invasion non-provoquée par la Russie de Vladimir Poutine, l'Ukraine ne peut que constater son affaïssissement diplomatique sur la scène internationale. Très largement orchestré par la nouvelle administration Trump en fonction outre-Atlantique, ce reflux a pris la forme d'un cuisant revers de fortune à l'ONU, lundi 24 février, jour anniversaire de l'« opération spéciale » déclenchée en territoire ukrainien par Moscou.

Au Conseil de sécurité, les Etats-Unis ont soumis et imposé une résolution appelant à un cessez-le-feu entre les protagonistes, sans jamais dénoncer la Russie comme le seul et unique agresseur. La résolution américaine reprenait le texte préalablement présenté à l'Assemblée générale, que les délégations européennes avaient altéré en rappelant cette évidence en annexe, forçant les Américains à s'abstenir sur leur propre texte.

#### « Un accord historique »

Après le rejet de tous les amendements proposés par les quatre membres de l'UE (France, Slovaquie, Grèce, Danemark) et le Royaume-Uni, la résolution a été adoptée par dix voix pour, et aucune contre. Ces cinq pays européens se sont alors abstenus, Paris et Londres choisissant de ne pas dégainer leur droit de veto, qu'ils n'ont plus utilisé depuis 1989.

« Cette résolution représente un chemin vers la paix », « ce n'est pas un accord de paix qui coûte quoi que ce soit », a déclaré l'ambassadrice américaine par intérim Dorothy Shea, qui dénonçait au passage les « rivalités rhétoriques à New York » qui ne « sauvent pas de vies sur le champ de bataille ». « Nous appelons tous les Etats membres à rejoindre les



L'ambassadrice américaine par intérim Dorothy Shea a estimé que la résolution américaine votée ce lundi « représente un chemin vers la paix ». © AFP

Etats-Unis pour pousser vers une paix durable (...) et nous sommes fiers que le Conseil de sécurité vienne justement de faire ça, en adoptant un accord historique, un jalon, le premier en trois ans » a ajouté Shea, qui sera remplacée à la tête de la mission américaine (Usun) par la républicaine new-yorkaise Elise Stefanik, sitôt le processus de confirmation achevé au Sénat.

Au printemps 2022, par deux fois, l'Assemblée générale avait massivement soutenu la cause ukrainienne, par 141 puis 143 voix, ne laissant qu'une poignée d'Etats « paria » alignés derrière Moscou (Biélorussie, Corée du Nord, Iran, Syrie, Erythrée, Cuba) et identifiant spécifiquement la Russie comme l'agresseur dans une guerre aux forts relents néo-impérialistes.

Cette expression de solidarité planétaire s'est ébréchée, à mesure que le conflit traînait en longueur, que le prix des denrées alimentaires et du pétrole s'élevaient, que les livraisons de blé ukrainien dans le tiers-monde se raré-

fiaient. Peu à peu, l'unité de façade affichée contre l'expansionnisme russe s'est fissurée. Et le temps joue contre l'Ukraine, à présent que les Etats-Unis se liguent avec la Russie pour torpiller les initiatives de soutien à Kiev au siège des Nations unies.

#### Un recalibrage géopolitique

La portée de cette volte-face américaine dépasse le simple cadre de la guerre russe en Ukraine. Elle annonce un recalibrage géopolitique au profit des grands ensembles impériaux (américain, russe et chinois), ardemment désiré par le Kremlin et désormais appuyé par une

Maison-Blanche révisionniste. En jetant un postulat fondamental de la Charte de l'ONU (1945), selon lequel un pays ne saurait envahir un Etat voisin, annexer son territoire et renverser son gouvernement, l'Amérique de Donald Trump provoque un schisme transatlantique, plus dévastateur encore que celui né de l'invasion de l'Irak en 2003. Il ébranle également le socle même de l'ONU, né de la Seconde Guerre mondiale autour des notions essentielles de souveraineté nationale et d'intégrité territoriale. A présent que deux des trois plus puissants Etats de la planète, la Russie et les Etats-Unis, bafouent ces valeurs clés de l'équilibre géopolitique, que reste-t-il du multilatéralisme péniblement imposé depuis l'effondrement de l'URSS en 1991 ?

Les Européens, encore hébétés par l'ampleur de la trahison américaine, s'accrochent à la défense de valeurs jusqu'alors communes. « Cette guerre est illégale, une violation claire de la Charte de l'ONU et une menace pour les principes fondateurs de l'ONU. Personne ne veut la paix plus que l'Ukraine, mais les termes de cette paix ont leur importance », a commenté l'ambassadrice britannique Barbara Woodward. « La France poursuivra son soutien envers les juridictions internationales et ukrainiennes, ainsi que tous les mécanismes d'investigation visant à établir les responsabilités pour les crimes commis par la Russie en Ukraine », a renchérit le représentant français à l'ONU, Nicolas de Rivière, rappelant qu'un accord de paix « ne peut en aucun cas être synonyme de capitulation de l'agressé ». Il s'agissait là d'une de ses dernières interventions onusiennes, avant une transition de carrière tout sauf évidente : de Rivière quittera New York en fin de semaine pour prendre ses fonctions de nouvel ambassadeur de France à Moscou.